

# L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*



**PSA Poissy**

Lundi 3 juillet 2017

## Ordonnances :

### *Pas si sûr de lui !*

**Faciliter les licenciements, limiter les délais de recours aux Prud'hommes, plafonner les indemnités accordées au salarié, institutionnaliser l'arbitraire patronal et ainsi de suite... Sans surprise, le projet autorisant le gouvernement à procéder par ordonnances est clairement dirigé contre les travailleurs. En revanche, le fait même que Macron recoure aux par ordonnances, tout comme sa comédie du dialogue social, montre qu'il n'est pas sûr de son coup. Car se rêver en Roi Soleil discourant depuis Versailles ne suffit pas pour réussir à imposer les coups bas qu'il nous destine.**

Macron veut donc poursuivre l'œuvre entamée depuis 40 ans par les gouvernements qui se sont succédé et qui, tous, ont empilé les mesures dérogatoires au code du travail favorables aux patrons... Car cela a commencé en 1977 sous Raymond Barre, avec de prétendus « stages » pour les jeunes payés de fait en dessous du SMIC, première « dérégulation » du travail. Un an plus tard, forts de ces premiers coups portés, les patrons licenciaient les travailleurs par dizaines de milliers, dans la sidérurgie et ses sous-traitants... Depuis, les attaques n'ont fait que s'amplifier, sous les gouvernements de droite comme de gauche. Sous Hollande comme sous les autres, avec Macron comme ministre de l'Économie.

Macron a obtenu sa majorité à l'Assemblée avec seulement 16,6 % des électeurs inscrits, dans un scrutin où il n'y a eu que 38,4 % de suffrages exprimés. Mais il se fiche que lui et ses députés aient été « mal élus » : au pouvoir, il compte imposer sa politique à tout le monde, en s'appuyant s'il le faut sur les flics et les juges... Comme l'ont fait Hollande et Valls, tout impopulaires qu'ils aient été.

Pourquoi les ordonnances ? Pour aller vite, dit-il. Par crainte des réactions, surtout, de ceux qui ont refusé de voter pour lui (près de 70 % parmi les salariés).

### **Le mensonge du « dialogue social »**

S'il n'y avait que les dirigeants des confédérations syndicales, le gouvernement n'aurait pas à se faire trop de souci. CGC, UNSA ou CFDT ont, ces dernières années, habitué tout le monde à signer presque tout ce qu'on leur présente. Courtisé par le gouvernement, FO a déjà renoncé par avance à toute mobilisation.

La CGT est le seul syndicat à parler de mobilisation et à fixer une échéance pour le 12 septembre. Reste tout de même que la CGT accepte de cautionner le simulacre de concertation du gouvernement comme la décision de rencontrer les syndicats un par un. On est ainsi bien loin de renvoyer au gouvernement un message de combat...

Le gouvernement ne craint donc pas particulièrement les confédérations syndicales. Ce qu'il veut, c'est s'assurer la collaboration de leurs appareils dirigeants dans l'espoir de nous endormir et de nous priver de moyens de riposte.

### **Nous pouvons créer la surprise**

Les mesures anti-ouvrières que préparent le gouvernement et le patronat sont évidentes. Mais ils ne peuvent pas mettre un flic et un juge derrière chaque travailleur. Et nous pouvons devenir leur pire cauchemar.

Ce qui nous manque, c'est de coordonner nos luttes, de nous convaincre de notre force... et de l'utiliser. Toutes ces dernières années ont été ponctuées de manifestations nombreuses, mais sans déboucher sur de vraies grèves, de celles qui se coordonnent et se généralisent ; de celles qui changent la situation politique et contraignent le gouvernement comme le patronat à céder de peur de tout perdre.

Elles ont au moins montré que la colère était là, et nombreux sont ceux qui ne veulent pas laisser passer tous ces reculs sociaux. Il faudra donc construire les conditions de nos succès, sans compter sur les dirigeants syndicaux qui jouent une autre partition. En ne comptant donc que sur nous-mêmes, sur nos capacités à nous coordonner, à faire converger nos revendications et nos luttes, et à donner des suites réelles aux simples journées d'action. C'est la seule chance de gagner.

**Sécurité : zéro pointé**

Depuis la fermeture partielle du parking du B5, il y a une semaine, la situation est devenue très dangereuse face au B3 : trop de temps à chercher une place, peu d'espace pour manœuvrer, les piétons n'ont pas de trottoirs à cause de l'installation d'une clôture métallique, trop d'interférences entre piétons et véhicules... Toutes les conditions sont désormais réunies pour un accident de voiture ou de personne.

**Cars découpés en rondelles**

Depuis la semaine dernière, la direction a commencé supprimer des lignes de car privées. Elle n'a pas l'intention de s'arrêter là. Elle veut même aller vite pour ne limiter les lignes qu'à la dépose des salariés à 5h30 du matin ou en fusionner (et donc avec un rallongement du temps de trajet) ou pour les faire entièrement disparaître. Nous sommes plus de 500 à prendre les lignes de car privées.

Unis, nous sommes une force, nous pouvons obliger la direction à toutes les maintenir.

**Agent secret 000**

Le directeur de l'usine vient régulièrement fouiner incognito dans les ateliers. Il vient, il tape la discute sans rien dire de qui il est... On n'est pas contre qu'il se promène, nous on n'a rien à cacher. Et lui ? Mais s'il veut voir les problèmes, et c'est pas ce qui manque, qu'il dise qui il est : on saura quoi lui dire.

Inutile de jouer les espions, ses mouchards devraient suffire... à moins qu'eux aussi ne valent rien.

**Fallait y penser !**

Lundi 26, en carrosserie légère au BTU, éq. 12 on s'est retrouvé avec un manque d'effectifs, vu que 48 heures avant la hiérarchie n'avait pas prévu le remplacement des intérimaires en fin de mission.

Si les intérimaires avaient été embauchés, le RU et le RG n'auraient pas encore oublié de prévoir.

**Il y a ceux qui triment...**

Montage, B2, équipe C, c'était pareil toute la semaine mais dans la nuit de mercredi à jeudi, on a touché le fond. Retards de caisses de Habillage Caisse, chariots du kitting débloqués à la main. Il faut recharger les batteries des chariots qui ne fonctionnent pas, 1 min 30 à chaque fois, autant de temps perdu.

Ce soir là, la direction nous a fait venir à 21h : -70 véhicules en fin de séance. Si on était resté chez nous cette heure-là, ça aurait été pareil. Et ils nous rajoutent 5 rallongements de séances en juillet...

**... Et ceux qui n'ont Rien à Faire**

Le lendemain (nuit de jeudi à vendredi), le RF est resté toute la nuit au Montage Véhicules, il est passé à tous les postes, a attrapé tous les RU un par un pour leur souffler dans les bronches. Que le RF remonte demander à ses maîtres pourquoi ils ont viré les caristes pour les remplacer par des machines inadaptées.

**« Radicalisés », il faudra l'être encore davantage**

C'est la fin de la période de « prêt » des salariés EVN à GEFCO-GAS, la direction relance la rafale de pressions pour que nos collègues PSA signent l'avenant par lequel ils seront définitivement vendus à ce sous-traitant bidon.

La direction traite de « radicalisés » ceux qui résistent aux mutations forcées... C'est-à-dire les travailleurs normaux.

**Pour la direction : tous les coups sont permis**

Mardi dernier, 9 salariés syndiqués et élus CGT ont été convoqués au commissariat de Conflans pour une fausse accusation de séquestration d'un chef, ils ont fait chacun plus de 8 heures de garde à vue.

D'un autre côté, malgré le refus de l'inspection du travail, la direction veut aussi maintenir une procédure de licenciement contre un délégué CGT, le cariste Rachid Jelti.

La direction s'acharne sur les militants CGT, car elle veut avoir les mains libres pour appliquer au plus vite ses sales coups contre l'ensemble de salariés, notamment contre les caristes.

**Bientôt du porte-à-porte chez toi ?**

On veut supprimer ton poste ? On t'a poussé à aller faire un tour à EMDP pour démissionner ? EMDP et les entreprises de recrutement, c'est un peu comme les témoins de Jéhovah. À les écouter, ton avenir sur cette terre est bouché, mais si tu les suis, tu es bon pour le paradis.

Et si tu ne les suis pas tout de suite, ils reviennent toutes les semaines. C'est peine perdue : leurs salades, on n'y croit pas !

**Heureusement que le ridicule ne tue pas**

Depuis ce lundi les « visiteurs », prestataires ou salariés du groupe n'ont plus le droit de pénétrer sur le site, entre la porte Poissy et la porte Picquenard, dans un véhicule qui n'est ni Peugeot ni Citroën.

Si la direction en est réduite à ça pour faire acheter des véhicules du groupe, elle est mal barrée.

**Au moins 157 salariés sur le carreau à GM&S ?**

Le tribunal de commerce de Poitiers a prononcé, le 30 juin, la liquidation de l'équipementier GM&S, situé dans la Creuse. La production continuerait jusqu'au 21 juillet puis l'entreprise pourrait être reprise par le groupe GMD. Seuls 120 des 277 salariés de l'entreprise seraient alors repris.

Le gouvernement a déroulé le tapis rouge au repreneur qui, grâce à lui, aurait obtenu des garanties de commandes de la part de Renault et PSA. Une bonne affaire, donc, pour GMD.

C'est par ce marché de dupe que le gouvernement espère étouffer la lutte des GM&S et, surtout, sa possible extension vers d'autres entreprises touchées par les licenciements qui, justement, se multiplient.